

Il ne faut pas oublier que les salaires ne déterminent pas à eux seuls la compétitivité. Si c'était le cas, des pays comme le Japon, l'Allemagne et le Canada, où les salaires sont élevés, ne compteraient pas parmi les plus grands États exportateurs.

N'oublions pas non plus que le gouvernement mexicain souhaite précisément signer un accord de libre-échange pour renforcer son économie et augmenter les salaires et le niveau de vie. Rappelons qu'il n'y a pas si longtemps, les salaires n'étaient pas élevés au Japon.

Certains affirment que le Canada ne devrait pas accroître ses échanges avec le Mexique parce que les conditions de travail et les normes régissant la protection de l'environnement ne sont pas les mêmes. Ils se trompent complètement. C'est seulement par la libéralisation des échanges et le renforcement de son économie que le Mexique pourra améliorer les normes régissant les conditions de travail et l'environnement. Plus tôt cette semaine, le *Globe and Mail* rapportait les propos d'un défenseur de l'environnement mexicain, selon qui l'accord de libre-échange aiderait son pays à renforcer sa réglementation et que c'était l'occasion rêvée pour le Mexique d'accéder à des normes propres à un pays développé.

Afin d'améliorer son environnement, le Mexique doit construire des systèmes de transport public, des usines de traitement des égouts et des systèmes d'irrigation. Grâce à ses connaissances techniques reconnues, le Canada pourra jouer un rôle important dans ces projets essentiels.

Les Canadiens sont capables d'affronter la concurrence et ont un dossier impressionnant en matière d'adaptation. Mettons cette question en perspective. L'adaptation consiste simplement à savoir comment gérer l'impact de l'intensification de la concurrence internationale sur les industries et les emplois canadiens.

Ici encore, les Canadiens ont nettement le choix entre les politiques de notre gouvernement et celles des principaux partis d'opposition.

Les protectionnistes croient que la meilleure façon de nous adapter est de fermer nos frontières et de tenter d'ignorer le reste du monde. Malheureusement, ces politiques protectionnistes ne fournissent qu'une protection à court terme et ne font rien pour préparer l'avenir à long terme du Canada. Les protectionnistes ignorent aussi le fait que les Canadiens ne peuvent consommer tout ce qu'ils produisent. Pour prospérer, nous devons commercer. Le blé est un bon exemple du lien qui existe entre notre prospérité et notre capacité de commercer.